

(19) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE  
PARIS

(11) N° de publication :  
(à n'utiliser que pour les  
commandes de reproduction)

2 715 817

(21) N° d'enregistrement national :

94 01257

(51) Int Cl<sup>e</sup> : A 47 F 7/024, 7/03

(12)

DEMANDE DE BREVET D'INVENTION

A1

(22) Date de dépôt : 04.02.94.

(30) Priorité :

(43) Date de la mise à disposition du public de la  
demande : 11.08.95 Bulletin 95/32.

(56) Liste des documents cités dans le rapport de  
recherche préliminaire : *Se reporter à la fin du  
présent fascicule.*

(60) Références à d'autres documents nationaux  
apparentés :

(71) Demandeur(s) : *Société Anonyme: MONTRES  
AMBRE (S.A.) — FR.*

(72) Inventeur(s) : Bole Pascal.

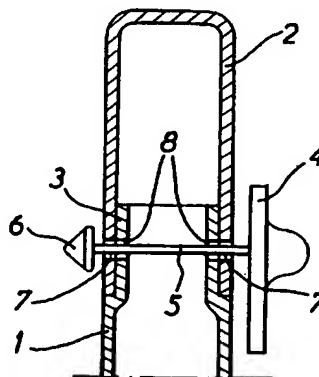
(73) Titulaire(s) :

(74) Mandataire : Vander-Heym.

(54) Procédé pour protéger contre le vol, des objets offerts en vente dans des magasins.

(57) Procédé de protection contre le vol du genre de ceux  
consistant à enfermer l'objet à protéger dans un boîtier en  
deux parties (1-2) verrouillées l'une sur l'autre, caractérisé  
en ce que l'organe de verrouillage est constitué par la tige  
(5) usuelle de fixation d'une plaquette (4) renfermant une  
pastille de détection.

Les deux parties du boîtier présentent des trous (7-8)  
susceptibles de coïncider lorsque les deux dites parties  
sont assemblées et dans lesquels la tige (5) est engagée.



FR 2 715 817 - A1



La présente invention concerne un procédé pour protéger, contre le vol, des objets offerts en vente dans des magasins.

Dans la demande de brevet français déposée le 19 Octobre  
5 1993, au nom de la demanderesse et enregistrée sous le numéro  
national 93 12417, on avait décrit un procédé consistant à  
enfermer l'objet à protéger dans un boîtier en deux parties dont  
l'ouverture était commandée par une clef détenue par le préposé à  
l'encaissement, les dimensions dudit boîtier étant déterminées de  
10 façon à ne pas pouvoir être dissimulé dans les vêtements d'une  
personne indélicate.

Un tel procédé donne satisfaction, mais l'expérience a montré  
que sa mise en oeuvre posaient des problèmes, notamment, au  
15 niveau de la réalisation du boîtier.

Le procédé de l'invention, qui remédie à ces inconvénients,  
est remarquable en ce que l'organe de verrouillage du boîtier est  
constitué par la tige de fixation d'une pastille de détection usuelle.  
20

Selon un mode de réalisation, l'une des parties du boîtier  
recouvre l'autre et présente des trous qui, lorsque les deux parties  
sont assemblées, coïncident avec des trous prévus sur la portion  
recouverte de la seconde partie de façon à ce que l'ensemble puisse  
25 être traversé par la tige de fixation d'une pastille de détection  
usuelle.

De ce fait, outre sa fonction habituelle qui consiste à fixer  
sur un objet à protéger une pastille de détection, la tige précitée a,  
30 selon l'invention, la fonction de verrouiller mécaniquement les  
deux parties du boîtier.

La présente invention sera mieux comprise par la description  
qui va suivre faite en se référant au dessin annexé à titre  
35 d'exemple indicatif, seulement, sur lequel la figure unique est une  
vue partielle d'un boîtier de protection comportant le dispositif de  
l'invention.

En se reportant au dessin, on voit que, de la façon connue, l'objet à protéger contre le vol est enfermé dans un boîtier en deux parties 1 et 2, la partie 1 présentant un embout 3 sur lequel se positionne ladite partie 2.

5

Selon l'invention, pour assurer le verrouillage des deux parties assemblées, on utilise une broche de verrouillage constituée par la tige de fixation d'un dispositif connu constitué par une plaquette 4, renfermant une pastille susceptible d'être  
10 détectée lors du passage de l'objet sous un portique de surveillance, attachée audit objet.

De la façon connue, pour fixer la plaquette sur l'objet, on utilise une tige 5, pourvue d'une tête 6 qui , se comportant à  
15 l'instar d'une aiguille, traverse ledit objet et se verrouille, fermement, dans ladite plaquette. Un outillage spécial est nécessaire pour désolidariser la tige et la plaquette. Cette opération est effectuée par le préposé à l'encaissement. Un tel dispositif de protection n'est guère utilisé, actuellement, que pour  
20 des produits en textile ou analogue qui seuls peuvent être traversés, sans dommage par la tige de verrouillage précitée.

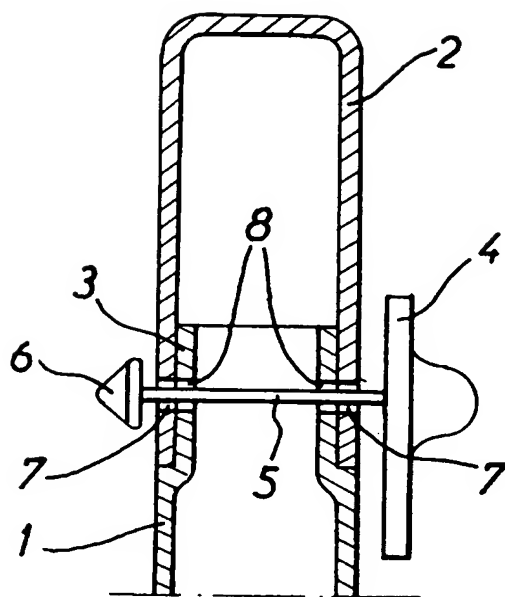
Selon un mode de réalisation de l'invention, la partie 2 du boîtier présente des trous 7, susceptibles de coïncider avec des  
25 trous 8, prévus sur l'embout 3 lorsque les deux parties du boîtier sont assemblées. Pour verrouiller les deux parties l'une sur l'autre, on engage la tige 5 dans les trous 7 et 8, puis on engage la plaquette 4 sur l'extrémité libre de ladite tige. Dans cette position, il n'est plus possible d'ouvrir le boîtier pour accéder à l'objet qu'il  
30 contient puisque les deux parties de celui-ci sont verrouillées par la tige 5 qui se comporte à l'instar d'une goupille de verrouillage.

Un résultat analogue pourrait être obtenu, si chacune des parties présentait une patte percée dont l'orifice serait  
35 susceptible de coïncider avec celui de la patte prévue sur l'autre partie.

## REVENDICATIONS

- 1-Procédé de protection contre le vol du genre de ceux  
5 consistant à enfermer l'objet à protéger dans un boîtier en deux parties (1-2) verrouillées l'une sur l'autre, caractérisé en ce que l'organe de verrouillage est constitué par la tige (5) usuelle de fixation d'une plaquette (4) renfermant une pastille de détection.
- 10 2-Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que les deux parties du boîtier présentent des trous (7-8) susceptibles de coïncider lorsque les deux dites parties sont assemblées et dans lesquels la tige (5) est engagée.

1/1



REPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT NATIONAL  
de la  
PROPRIETE INDUSTRIELLE

RAPPORT DE RECHERCHE  
PRELIMINAIRE

établi sur la base des dernières revendications  
déposées avant le commencement de la recherche

2715817

N° d'enregistrement  
national

FA 495037  
FR 9401257

DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS		Revendications concernées de la demande examinée
Catégorie	Citation du document avec indication, en cas de besoin, des parties pertinentes	
X	FR-A-2 661 022 (VELFOR PLAST) * le document en entier * ---	1,2
X	FR-A-2 628 250 (ALLAINE, BLEYS ET GARIBALDI) * le document en entier * ---	1,2
X	FR-A-2 608 564 (IMPEX) * le document en entier * ---	1,2
X	EP-A-0 277 076 (CARREFOUR FRANCE) * le document en entier * ---	1,2
X	EP-A-0 311 725 (S.A.R.L. MEMO) * le document en entier * ---	1,2
X	FR-A-2 600 431 (MEILLET) * le document en entier * -----	1,2
		DOMAINES TECHNIQUES RECHERCHES (Int. C.L.S.)
		E05B
Date d'achèvement de la recherche		Examinateur
10 Octobre 1994		Vestin, K
CATEGORIE DES DOCUMENTS CITES		
<p>X : particulièrement pertinent à lui seul  Y : particulièrement pertinent en combinaison avec un autre document de la même catégorie  A : pertinent à l'encontre d'un motif une revendication ou arrière-plan technologique général  O : divulgation non-écrite  P : document intercalaire</p> <p>T : théorie ou principe à la base de l'invention  E : document de brevet bénéficiant d'une date antérieure à la date de dépôt et qui n'a été publié qu'à cette date de dépôt ou qu'à une date postérieure.  D : cité dans la demande  L : cité pour d'autres raisons</p> <p>Δ : membre de la même famille, document correspondant</p>		

1  
EPO FORM 503 (03.01.92) (P0411)